

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 12/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EXETER III France 1**

3 et 5 rue de Dieppe  
67000 STRASBOURG

Code AIOT : 0006703809

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement EXETER III France 1 implanté 3 et 5 rue de Dieppe - 67000 STRASBOURG. L'inspection a été annoncée le 03/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'année 2026.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EXETER III France 1
- 3 et 5 rue de Dieppe - 67000 STRASBOURG
- Code AIOT : 0006703809
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SCI EXETER III exploite à Strasbourg, en zone industrielle, à l'amont du périmètre de protection rapprochée du champ captant du polygone, une plateforme logistique de stockage de produits combustibles et polymères autorisée le 23/02/2009. Le dépôt de produits phytosanitaires, relevant des rubriques n°4510 et 4511 de la nomenclature ICPE, a fait l'objet de prescriptions complémentaires, par arrêté préfectoral du 06/07/2020 relatif à son aménagement et à la surveillance des eaux souterraines. L'utilisateur du dépôt de produits phytosanitaires est la société

GEODIS qui stocke les produits dans la cellule dite « n° 3 ».

Cette installation de stockage de produits phytosanitaires n'est pas classée « Seveso », elle relève du régime de la déclaration préfectorale.

Les installations contrôlées ont porté sur les cellules n° 2, 3 et 5.

**Thèmes de l'inspection :**

- Eaux souterraines
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Transmission des résultats de surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 06/07/2020, article 6.3	Demande d'action corrective	7 jours
6	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/02/2009, article 15.7	Demande d'action corrective	1 mois
7	Sécurité incendie - Plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/02/2009, article 16.3	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réseau de surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 06/07/2020, article 6.1	Sans objet
2	Programme de surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 06/07/2020, article 6.2	Sans objet
4	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/02/2009, article 15.6	Sans objet
5	Gestion des stocks	Arrêté Préfectoral du 23/02/2009, article 15.7	Sans objet
8	Eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11	Sans objet
9	Accessibilité des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Sans objet
10	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Sans objet
11	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Sans objet
12	Evacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a relevé les non-conformités suivantes :

- l'absence de télétransmission via GIDAF des résultats d'autosurveillance des eaux souterraines ;
- l'incompatibilité des consignes affichées avec celles présentes dans le plan de défense incendie (PDI) ;
- l'incomplétude du plan d'intervention.

Ces constats font l'objet de demandes d'actions correctives de la part de l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Réseau de surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/07/2020, article 6.1
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose d'un réseau de surveillance de la nappe phréatique comprenant au minimum un puits de prélèvement (piézomètre) en amont des installations et deux piézomètres en aval des installations. (...)
<b>Constats :</b>  D'après les rapports d'autosurveillance des eaux souterraines du 03/07/2025 et du 16/03/2026, correspondant aux analyses des deux semestres de 2025, les piézomètres ont été vus lors de la visite. Le site est pourvu d'un réseau de surveillance des eaux souterraines composé d'un piézomètre amont (Pz1) et de deux piézomètres aval (Pz 2 et Pz 3).
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

### N° 2 : Programme de surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/07/2020, article 6.2
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les paramètres à rechercher sont au moins ceux listés dans le tableau suivant : - Hydrocarbures, - [...] - Alkylphénols. La liste des paramètres est adaptée par l'exploitant en fonction de l'évolution au cours du temps de la nature des substances présentes dans le dépôt. L'inspection des installations classées est informée de ces adaptations et de leurs justifications. La fréquence des campagnes de surveillance des eaux souterraines suivant les paramètres et depuis les points déterminés par l'étude ne peut être inférieure à deux campagnes par an, une en période de hautes eaux et une en période de basses eaux.
<b>Constats :</b>  D'après les résultats d'analyse des eaux souterraines du 03/07/2025 et du 16/03/2026 : - l'ensemble des paramètres (pesticides, résidus phytosanitaires, hydrocarbures totaux, composés organiques volatils, alkylphenols, conductivité, halogènes organiques adsorbables AOX et carbone organique total) est analysé ; - la fréquence d'analyse (semestrielle) est respectée.  L'exploitant indique qu'au vu de l'absence de pesticides dans les analyses depuis plusieurs campagnes, il souhaiterait réduire la liste des paramètres à surveiller. A ce titre, il est attendu de la part de l'exploitant qu'il informe l'inspection de ces adaptations et de leurs justifications dans le prochain bilan quadriennal. Le bon de commande correspondant, daté du 18/03/2026, a par ailleurs été présenté à l'inspection.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

**N° 3 : Transmission des résultats de surveillance des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/07/2020, article 6.3
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats de la surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées dès leur prise de connaissance par l'exploitant. Ils sont reportés dans la base GIDAF (pour Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente). L'exploitant joint aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres. [...] Tout résultat transmis est accompagné d'un commentaire de l'exploitant. [...]
<b>Constats :</b>  Après vérification sur GIDAF, il est constaté que les résultats d'autosurveillance des eaux souterraines n'ont jamais été télé-transmis alors que la création du cadre GIDAF date de décembre 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suite :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délai :</b> 7 jours

**N° 4 : Vérification périodique des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2009, article 15.6
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont conformes aux réglementations en vigueur. Elles sont entretenues en bon état et périodiquement contrôlées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection le compte-rendu de vérification périodique Q18 du 31/10/2025 stipulant que "l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion" alors qu'il n'y est mentionné aucune non-conformité ou anomalie constatée. En outre, le seul danger relevé dans le compte-rendu, déjà signalé par ailleurs, concerne l'absence ou l'inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités. Il est attendu de la part de l'exploitant qu'il explicite les conclusions de ce compte-rendu afin de justifier du bon état de ses installations électriques.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

**N° 5 : Gestion des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2009, article 15.7
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant tient à jour la localisation précise et la nature des produits stockés, ainsi que l'information sur les quantités présentes au regard des quantités maximales autorisées par les articles 1er et 15 du présent arrêté. Cet état des stocks doit pouvoir être communiqué sans délais à l'inspection des installations classées et au service d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  Concernant la gestion des stocks, l'exploitant précise que chaque locataire de l'entrepôt (4 locataires pour 5 cellules occupées) dispose d'un logiciel permettant de visualiser le stock en temps réel. A la demande de l'inspection, l'exploitant a produit l'état des stocks du 18/03/2026 pour le locataire de la société WOEHL (cellule n° 6). Ce document n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

**N° 6 : Consignes d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2009, article 15.7
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières polluantes et de poussières. [...] Toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs, sont affichées. Les consignes sont compatibles avec le plan d'intervention des secours extérieurs, établi conjointement avec la Direction départementale des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  Les cellules n° 2, 5 et 6 ont été visitées. Le jour de l'inspection, ces locaux étaient propres. Les consignes de sécurité pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'alerte sont affichées à l'intérieur de chaque cellule visitée. Par contre, leurs informations diffèrent de celles des schémas d'alarme et d'alerte figurant dans le plan de défense incendie du 05/05/2025, notamment pour les numéros d'alerte.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suite :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délai :</b> 1 mois

**N° 7 : Sécurité incendie - Plan d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2009, article 16.3
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit un plan d'intervention qui précise notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'organisation,</li><li>- les effectifs affectés,</li><li>- le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement,</li><li>- les moyens de liaison avec les services d'incendie et de secours,</li><li>- les moyens de liaison avec l'autorité gestionnaire du trafic ferroviaire dans le port autonome de Strasbourg et les procédures à mettre en oeuvre.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Le plan de défense incendie du 05/05/2025 faisant office de plan d'intervention, comprend bien les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'organisation ;</li><li>- les effectifs affectés aux sociétés ALAINE (cellules n° 2 et 5), GEODIS (cellule n° 3), CEVA (cellule n° 1) ;</li><li>- le nombre et l'implantation des moyens de lutte contre l'incendie ;</li><li>- les moyens de liaison avec les services d'incendie et de secours.</li></ul> Il manque cependant les effectifs affectés à la société WOEHL (cellule n° 6) et les moyens de liaison avec le port autonome de Strasbourg.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suite :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délai :</b> 15 jours

**N° 8 : Eaux d'extinction d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b>  Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de deux vannes d'isolement (eaux usées et eaux pluviales) asservies au dispositif d'extinction automatique d'incendie (« sprinkler »). Le jour de l'inspection, la vanne des eaux usées, entièrement robotisée, a été testée avec succès.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

**N° 9 : Accessibilité des moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues.
<b>Constats :</b>  Chaque locataire dispose d'une trentaine d'extincteurs dont il a la charge, répartis à l'intérieur de l'entrepôt. Le bâtiment détient par ailleurs 57 RIA gérés directement par le propriétaire. Ces moyens de lutte sont visibles et facilement accessibles en ce qui concerne les cellules n° 3, 5 et 6, vues lors de l'inspection.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

**N° 10 : Exercice incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] « Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection les compte-rendus d'exercice incendie du 21/08/2025 et du 18/03/2026. Après analyse de ces documents, l'inspection note la nette amélioration de la mise en œuvre de la procédure incendie entre les deux exercices avec toutefois une marge de progression, notamment en ce qui concerne l'appel du gestionnaire et la vérification de la fermeture de la vanne de barrage.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

**N° 11 : Formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des



entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. »
<b>Constats :</b>  Chaque locataire est chargé de la formation de son personnel en matière de gestion des risques des installations. L'exploitant a présenté les justificatifs de formation du personnel de CEVA (cellule n° 1) pour l'année 2024. Ces formations concernent les équipiers de première intervention (EPI) et les sauveteurs secouristes du travail (SST).
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

**N° 12 : Evacuation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p>
<b>Constats :</b>  Chaque locataire organise ses exercices d'évacuation de manière semestrielle. L'exploitant a présenté les compte-rendus des exercices d'évacuation des société ALAINE (cellules n° 2 et 5) et de la société CEVA (cellule n° 1), datés respectivement du 17/02/2025 et du 12/03/2026. Ces documents n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite